

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 04/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURALIS CEREALES**

Route de Castelnau  
31330 ONDES

Références : 2023/566  
Code AIOT : 0006802819

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté Route de Castelnau 31330 Ondes. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 relative à la prévention des risques incendie dans les silos.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURALIS CEREALES
- Route de Castelnau 31330 Ondes
- Code AIOT : 0006802819
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EURALIS exploite des installations de stockage de céréales sur la commune de Ondes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale 2023 relative à la prévention des risques incendie dans les silos

#### **Le référentiel de l'inspection est :**

- Code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la rubrique 2160 - régime autorisation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, 2 faits susceptibles de suite ont été relevés. Concernant ces faits susceptibles de suites, des éléments justifiant de la mise en conformité sont attendus de la part de l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Culture de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Un agent est responsable de la surveillance des silos. La dernière formation relative à la prévention des risques incendie et explosion de poussières en silo a été suivie en 2016 par ce responsable. La prochaine formation est prévue en septembre 2023. L'exploitant assure un suivi à son personnel concernant le rappel des risques dans les silos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 2 : Conditions de fonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

<p><b>Constats :</b> Lors de cette visite, seule les consignes pour travaux par point chaud ont été contrôlées par l'inspection. Les autres consignes pourront être contrôlées lors de prochaines inspections.</p> <p>L'exploitant a présenté les consignes à mettre en place lors de travaux par points chauds. Ces consignes rappellent notamment qu'une surveillance rigoureuse pendant deux heures doit être réalisée et que la zone de travail doit être nettoyée avant le début des travaux. L'exploitant n'a toutefois pas présenté de consigne relative aux modalités de remise en service de l'installation faisant suite à un incident grave ou à un accident. L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en place de cette consigne.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant de communiquer la consigne relative au remplacement ou à la modification d'un équipement (moteur, systèmes de ventilation...)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b> Les permis de feu émis pour le site ont été contrôlés par sondage. Il a été constaté que l'exploitant n'utilise pas la dernière version du permis de feu mise en ligne par le groupe EURALIS qui a intégré une colonne permettant de renseigner les heures de rondes plus précisément . Lors de la visite, l'exploitant a fait le nécessaire pour mettre en place la dernière version mise à jour du permis de feu pour les opérateurs du site. Les consignes mentionnées sur le permis de feu rappelle qu'un nettoyage de la zone de travail doit être réalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Les dispositifs de détection des transporteurs à chaîne et des élévateurs ( trappe de bourrage, contrôleur de rotation) ont été contrôlés en novembre 2022. Cependant, l'inspection a constaté que, contrairement aux autres équipements de sécurité, les équipements de sécurité relatifs aux élévateurs E4 et E5 du silo B ne sont pas notés comme vérifiés. L'exploitant a indiqué</p>

qu'ils étaient bien vérifiés comme les autres et qu'il ne comprend pas pourquoi cela n'a pas été noté. <b>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les deux élévateurs E4 et E5 ont bien été vérifiés et de justifier de leur notification dans le registre de vérification.</b>
Par sondage, un test du bon fonctionnement de la trappe de bourrage du TC de reprise 2 du silo B a été réalisé. Lors de l'actionnement du dispositif de détection, l'équipement associé s'est arrêté et l'arrêt a été reporté sur l'écran de surveillance des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas de transporteur à bande. Ce point est donc sans objet pour ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> [...] <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> [...]
<b>Constats :</b> Le dernier avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds a été établi en février 2023. Cet avis ne présente pas d'observation.

Le dernier avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié a été réalisé en février 2023. Cet avis ne présente pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet